

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
Services risques et installations classées  
de Paris et des Hauts de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92 013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 12/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **INSTITUT CURIE**

26, RUE D'ULM  
75005 Paris

Code AIOT : 0007404035

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement INSTITUT CURIE implanté 26, RUE D'ULM 75005 Paris. L'inspection a été annoncée le 28/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les tours aéroréfrigérantes sont susceptibles d'être un vecteur de dissémination de gouttelettes d'eau contenant des légionelles. Dans un contexte de forte concentration de population lors des jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, une vigilance accrue de ces équipements est portée par l'Inspection des Installations Classées.

Cette dernière organise une campagne d'inspections renforcées des tours aéroréfrigérantes, classées au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sur Paris et le département des Hauts-de-Seine dans un périmètre de 500 mètres autour des sites et parcours olympiques afin de s'assurer que l'exploitation des tours aéroréfrigérantes est conforme à la réglementation en vigueur.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INSTITUT CURIE
- 26, RUE D'ULM 75005 Paris
- Code AIOT : 0007404035
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'institut Curie est un centre de recherche contre le cancer. La fondation réalise des missions de recherches, de soin et d'enseignement.

Le site exploite deux tours aéroréfrigérantes classées à la rubrique 2921 au titre de la nomenclature des ICPE.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.7.I.1.a	Mise en demeure	1 mois
2	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Justification de la stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.7.I.2	Demande d'action corrective	1 mois
13	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 2,1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle périodique Déclaration	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 1.8	Sans objet
3	Formation des intervenants	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.1	Sans objet
5	Analyse méthodique des risques (AMR) – Actions correctives	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.7.I.1.a	Sans objet
6	Plan d'entretien – Présence	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.7.I.1	Sans objet
8	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.7.I.3	Sans objet
8	Procédure > 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.7.II.1	Sans objet
10	Mise à disposition des EPI	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 4,3	Sans objet
11	Information du risque	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 4,3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Rétention	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 2,10	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (IIC) a constaté que le changement d'organisation a été favorable à la bonne exploitation de la TAR mais que l'exploitant n'a pas été régulier dans les révisions de l'analyse méthodique des risques (AMR), point crucial pour la bonne exploitation de ce type d'installation. L'IIC est dans l'attente d'une mise en conformité sur ce point notamment.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle périodique Déclaration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle périodique DC
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-66 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées (IIC) a constaté que le contrôle périodique a été réalisé le 19/07/2022. Il faisait état de 3 non-conformités majeures sur : les procédures en cas de prolifération de légionelles, la stratégie de traitement et sur le plan de surveillance. Ces non-conformités ont fait l'objet de points de contrôle lors de la visite d'inspection, les détails seront indiqués dans les constats. L'IIC a constaté que l'exploitant avait mis en place des actions permettant de lever l'ensemble des non-conformités majeures. Le prochain contrôle périodique est prévu pour le 23/03/2026. L'IIC rappelle à l'exploitant qu'il doit transmettre les contrôles périodiques et les contrôles complémentaires de ses installations à la Préfecture de Police.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'IIC a constaté que l'attestation désignant une personne responsable de l'installation était manquante dans le carnet de suivi.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Établir et transmettre une attestation désignant une personne responsable de l'installation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Formation des intervenants

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Formation des intervenants</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;</li> <li>- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;</li> <li>- les dispositions du présent arrêté.</li> </ul> <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'IIC a constaté que toutes les formations du personnel intervenant sur la TAR (institut Curie, eau mega solution, capsis) étaient à jour. Le programme des formations est inclus dans le carnet de suivi et satisfait la prescription de l'AMPG susvisée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.7.I.1.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...]  En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.
<b>Constats :</b>  L'IIC a constaté le dernier rapport de révision de l'AMR était en date du 12/03/2021.  L'AMR aurait dû être revue avant le 12/03/2023. L'exploitant a indiqué avoir procédé à un remaniement du personnel et avoir fait une mise à jour rigoureuse sur l'exploitation ICPE du site.  L'exploitant a indiqué avoir changé sa stratégie de traitement en juin 2023, cette stratégie a bien été validée avec les 3 prélèvements consécutifs <1000 UFC/L mais n'a pas conduit à une mise à jour immédiate de l'AMR.  Une révision de l'AMR est planifiée avec l'organisme CAPSIS, il conviendra de transmettre le rapport à l'IIC dès réception.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre le rapport de l'AMR 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Analyse méthodique des risques (AMR) – Actions correctives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.7.I.1.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'IIC a constaté que l'exploitant avait levé les remarques de la dernière AMR de 2021, à savoir la suppression des bras morts, le remplacement des compteurs, les circuits de la ligne d'appoint remplacés par un matériau inerte, la révision du plan de surveillance et l'entretien régulier de l'adoucisseur.</p> <p>Il conviendra de faire de même avec les conclusions de l'AMR 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Plan d'entretien – Présence**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.7.I.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; [...]</li> </ul> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'IIC a constaté que le plan d'entretien était présent dans le carnet de suivi. Les fiches de données de sécurité sont à jour. L'exploitant a indiqué réaliser une traçabilité dans un journal de bord et en GMAO.</p> <p>L'exploitant utilise du EMS-TBOX en biocide oxydant (BO) et du EMS-3001 en biocide non-oxydant (BNO).</p> <p>Le BO est injecté en volumétrique, son temps de demie-vie est &lt;24h, l'exploitant a indiqué suivre le chlore libre et rester à une concentration entre 0,5 et 1 ppm.</p> <p>Le BNO est injecté le vendredi à 18h en chronométrique et hebdomadairement, son temps de demie-vie est d'environ 20 jours.</p> <p>Les Biocides sont de type TP11 donc efficaces contre la légionelle.</p> <p>L'exploitant dispose de l'ensemble des fiches de données de sécurité des produits dangereux utilisés</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



**N° 7 : Justification de stratégie de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1, point 3.7.I.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.  En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement  [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant utilise du EMS-TBOX en biocide oxydant (BO) et du EMS-3001 en biocide non-oxydant (BNO). Le BO est injecté en volumétrie, son temps de demie-vie est <24h, l'exploitant a indiqué suivre le chlore libre et rester à une concentration entre 0,5 et 1 ppm. Le BNO est injecté le vendredi à 18h en chronométrique et hebdomadairement, son temps de demie-vie est d'environ 20 jours.  L'exploitant n'a pas Justifié que sa stratégie de traitement est la plus adaptée à l'installation et la moins impactante pour l'environnement.  L'inspection rappelle que l'injection de biocide oxydant (BO) pour maintenir par exemple une concentration en chlore libre permanente comprise entre 0.4 et 0.8 mg/L est une pratique habituelle.  En revanche, l'utilisation d'un BNO de manière systématique n'est pas une bonne pratique car elle peut entraîner une accoutumance de certains organismes pouvant contenir des légionelles et si le BNO est trop dosé, cela peut-être très impactant pour la STEP en aval, voire le milieu naturel.
<b>Demande formulée à l'exploitant</b>  Justifier que sa stratégie de traitement est la plus adaptée à l'installation et la moins impactante pour l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois
<b>N8 : Plan de surveillance</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.7.I.3

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.</p> <p>Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'IIC a constaté le plan de surveillance était complet, l'exploitant a justifié le suivi des métabolites des biocides à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le suivi des chlorures &lt;200 ppm,</li> <li>• le suivi du brome libre,</li> <li>• le suivi des bromures &lt;70 ppm,</li> <li>• le suivi de l'acide acétique et formique &lt;10 mg/L.</li> </ul> <p>L'exploitant réalise bien une analyse des paramètres physico-chimiques à la fréquence réglementaire prescrite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Procédure > 100 000 UFC/L**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.7.II.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent &amp; important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau".</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les coordonnées de l'installation ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;</li> <li>- la date du prélèvement ;</li> <li>- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.</li> </ul> <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.</p> <p>Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'IIC a constaté que les procédures de l'exploitant étaient à jour, la NCM identifiée peut être levée.</p> <p>Il conviendra de mettre à jour les contacts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• services de l'inspection : <a href="mailto:icpe75.sric.ud92.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr">icpe75.sric.ud92.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr</a></li> <li>• préfecture de police : <a href="mailto:pp-dupa-sdpses-bpeof-ic@interieur.gouv.fr">pp-dupa-sdpses-bpeof-ic@interieur.gouv.fr</a></li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N°10 : Mise à disposition des EPI

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 4,3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Présence d'EPI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;</li> <li>- aux produits chimiques.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'IIC a constaté la bonne présence et mise à disposition des EPI.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 11 : Information du risque**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 4,3
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Présence du panneau d'information
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.
---

<b>Constats :</b>
-------------------

L'IIC a constaté la bonne information du risque légionelle, un passe technique est nécessaire pour accéder à la TAR ainsi qu'un appel au PC sécurité.
---

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 12 : Rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 2,10
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
--

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li></ul> |
|---|

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.
---

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.
---

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.
---

<b>Constats :</b>
-------------------

L'IIC a constaté que la capacité des rétentions sur lesquelles sont posés les bidons de produits chimiques était adaptée à la quantité de produits dangereux présents..
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Règles d'implantation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 2,1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Distance d'éloignement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.
<b>Constats :</b>  L'IIC n'a pas été en mesure de s'assurer que la distance de 8 mètres par rapport aux ouvrants était respectée, l'exploitant devra justifier ce point.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Justifier du respect de la distance de sécurité de 8 mètres de la TAR par rapport aux ouvrants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois